Revue de la presse palestinienne

10 et 11 septembre 2009 :

Maan News *(Agence de presse)* ***Agence de presse Wafa*** *(Site internet)* *(Forum du fatah* *www.fatehforums.ps)*	**Le Représentant de la France** **pour la Conférence des donateurs pour l'Etat palestinien** **visite la Chambre de commerce et d'industrie de Naplouse**
Al Ayyam *(Les jours)* ***- page 11 -***	**La Chambre de commerce de Naplouse informe une délégation** **française de la situation économique dans le gouvernorat**
Al Quds *(Jérusalem)* ***- page 37 -***	**Le Représentant de la France pour la Conférence de Paris** **visite Naplouse et réitère son soutien aux efforts et aux projets** **de l'Autorité palestinienne**

Pierre Duquesne, Ambassadeur du ministère français des Affaires étrangères et européennes chargé des questions économiques, de reconstruction et de développement, accompagné du Consul adjoint de France à Jérusalem François Penguilly, a visité aujourd'hui la Chambre de commerce et d'industrie de Naplouse afin de s'informer de la situation économique et des perspectives du secteur privé dans le gouvernorat de Naplouse.

Il a été reçu par Namir Khayyat, Directeur général de la Chambre de commerce, Omar Hashem, Vice-président, Hussam Hijawi, secrétaire général et Samir Kadri, trésorier.

Au début de la réunion, Omar Hashem a salué la présence de l'Ambassadeur Pierre Duquesne, ami du peuple palestinien. Il a ensuite présenté de façon détaillée la situation économique à Naplouse, dont le développement économique avait été fortement limité par les mesures israéliennes ces dernières années. Le plan de sécurité mis en oeuvre par l'Autorité palestinienne en 2007 avait contribué à restaurer la sécurité dans la ville et avait eu des effets positifs sur la situation économique dans le gouvernorat de Naplouse.

Omar Hashem a plaidé pour la levée de l'ensemble des barrages autour de Naplouse, tout en insistant sur le fait qu'il n'y avait pas de solution économique sans solution politique. Le secteur privé projetait de financer la réhabilitation des infrastructures économiques par le biais d'un fonds pour la réhabilitation des usines avec des taux d'intérêts faibles. En outre, le secteur privé entendait travailler à l'amélioration de l'environnement pour attirer les investissements.

« La construction du mur de séparation et la poursuite de la colonisation entravent la création d'un Etat palestinien », a-t-il indiqué. Il a salué la position du Président Nicolas Sarkozy appelant à

.../...

l'arrêt de la colonisation dans les Territoires palestiniens et rappelé qu'Israël ne respectait pas ses obligations internationales, notamment celles contenues dans la Feuille de route.

Il a observé un changement sur le terrain depuis quelques mois, mais l'a jugé insuffisant. Les « Palestiniens de 1948 » pouvaient à nouveau faire leurs courses à Naplouse et rendre visite à leurs proches, ce qui bénéficiait à de nombreux secteurs de l'économie. Cependant, il existait encore de nombreux obstacles à la circulation.

Les Palestiniens ont la capacité de bâtir une économie forte, notamment grâce au soutien des pays amis. « Grâce à l'appui de l'Union européenne et des Etats-Unis, nous pourrons établir un Etat palestinien », a-t-il déclaré, tout en remerciant l'implication de la France à cet effet. Il a souhaité que des relations puissent être établies entre le peuple palestinien et le reste du monde sans entraves israéliennes.

De son côté, Hussam Hijawi a déclaré percevoir un changement sur le terrain. Cependant, les échanges économiques avec Gaza avaient diminué de 30% à cause du blocus à Gaza.

Pierre Duquesne a, à son tour, remercié la Chambre de commerce pour son accueil. En sa qualité de coordinateur de la conférence des donateurs pour l'Etat palestinien, il a indiqué qu'il travaillait au soutien de l'Autorité palestinienne, dans la gestion de son budget, la mise en oeuvre des réformes, le développement de projets ainsi que l'amélioration de la situation humanitaire. Les pays donateurs avaient soutenu l'Autorité palestinienne ces dernières années en saluant les réformes entreprises par l'Autorité palestinienne en vue de la construction d'un Etat. Enfin, il a fait part du soutien de la communauté internationale au dernier plan du Premier ministre Salam Fayyad pour construire un Etat palestinien.

وفا وكالة الأنباء الفلسطينية ***Agence de presse Wafa*** *(Site internet)* الحياة الجديدة ***Al Hayat al Jadida*** *(La nouvelle vie)*	**Le Représentant de la France pour la Conférence des donateurs pour l'Etat palestinien s'informe de la situation dans le gouvernorat de Naplouse**
وكالة معا الاخبارية ***Maan News*** *(Agence de presse)*	**Anan Al-Attireh a reçu Pierre Duquesne et le Consul adjoint de France à Jérusalem**

Le Représentant de la France pour la Conférence des donateurs pour l'Etat palestinien Pierre Duquesne a visité la ville de Naplouse en Cisjordanie, accompagné du Consul adjoint français François Penguilly. Il a informé les responsables de la ville de Naplouse du suivi de la conférence et discuté avec la vice-gouverneur de Naplouse Anan Al-Attireh d'un certain nombre de sujets.

Pierre Duquesne a insisté sur l'importance du suivi de la Conférence de Paris et indiqué qu'il suivait de près la situation en Palestine, bien qu'il occupe d'autres fonctions et soit aussi chargé d'autres pays.

Il a considéré que la Palestine devait être l'objet d'un traitement à part du fait de sa situation particulière : « les promesses des pays donateurs de financer des projets d'investissement et de développement en Palestine étaient nombreuses, mais malheureusement toutes n'ont pas été

tenues », a-t-il constaté. Il entend maintenir la pression sur les pays donateurs d'une part et sur les parties palestinienne et israélienne d'autre part afin de réaliser les objectifs de la conférence.

A l'occasion de sa visite, il a tenu plusieurs réunions, notamment avec le Premier ministre Salam Fayyad et le ministre de l'économie Bassem Khoury, avec lesquels il a abordé la situation économique. Il a déclaré qu'il jugeait nécessaire de se rendre sur le terrain pour constater l'étendue des progrès réalisés dans les gouvernorats au niveau économique, sociale et sécuritaire.

Anan Al-Attireh a indiqué que le gouvernorat de Naplouse s'efforçait de développer l'économie depuis que l'ordre et la sécurité avaient été restaurées, grâce au plan de l'Autorité palestinienne. Des réunions avaient été tenues, notamment avec le représentant spécial du Quartet Tony Blair, pour proposer une stratégie pour le développement économique à Naplouse.

La position de Naplouse en Cisjordanie était singulière, car elle était la capitale économique de la Cisjordanie, mais les mesures israéliennes et le bouclage de la ville avaient détérioré la situation économique et causé une augmentation du chômage et de la pauvreté. Ceci avait eu un impact négatif sur les habitants de Naplouse.

Les forces d'occupation israéliennes continuaient de prendre pour cible la ville de Naplouse. En détruisant le quartier général de la Sécurité nationale, des maisons, des magasins et des usines situés au cœur de Naplouse, Israël avait contribué au désordre dans la ville, ce qui avait eu un impact négatif.

Il était nécessaire de restaurer l'ordre et de faire primer le droit à Naplouse pour l'ensemble des habitants. Les forces de sécurité avaient été en mesure d'y parvenir, avec l'appui des institutions de la société civile et des habitants eux-mêmes.

Les objectifs du plan de sécurité avaient été atteints. Il s'agissait désormais de redresser et de développer l'économie. Pour que l'économie de la ville devienne prospère, les barrages militaires qui encerclaient la ville devaient être levés, afin que les hommes et les biens puissent circuler librement.

La situation politique était étroitement liée à la situation économique. Il fallait donc faire pression pour que la situation politique évolue en même temps que se redresse l'économie.

Les incursions nocturnes de l'armée israéliennes et les attaques des colons contre les agriculteurs et les villageois dans le gouvernorat de Naplouse rendaient la situation difficile et entravaient les efforts de l'Autorité palestinienne, a-t-elle enfin fait remarquer.

Entretien de Pierre Duquesne avec le quotidien *Al-Ayyam* (15 septembre 2009) :

Al Ayyam *(Les jours)* ***- Page 10 -***	**Le conseiller du Président de la république française : les facilitations israéliennes ne doivent pas remplacer le processus de paix** **Nous ne sommes pas satisfaits de la situation à Gaza, la reconstruction aurait déjà dû commencer** **La non-attribution de fréquences à la compagnie Wataniya Mobile n'est pas justifiée**

Abdel Raouf Arnaout - Pierre Duquesne, Ambassadeur français chargé du suivi des questions économiques de reconstruction et de développement et de la Conférence de Paris des donateurs pour l'Etat palestinien, a estimé dans un entretien accordé au quotidien *Al-Ayyam* que le gouvernement palestinien avait réalisé un véritable succès en rassemblant un milliard de dollars depuis le début de l'année. Il a exhorté les donateurs, en particulier les pays arabes, à remplir leurs engagements auprès de l'Autorité palestinienne et affirmé que la menace d'une crise financière n'était plus d'actualité et que les salaires seraient payés à temps, « ce qui est une excellente chose comparé à la situation il y a deux ans ».

Pierre Duquesne a souligné que les facilitations mises en œuvres par le gouvernement israélien « ne devaient pas remplacer le processus de paix ». « La paix, estime-t-il, doit être d'abord et avant tout une paix politique ». Les mesures entreprises par le gouvernement israélien doivent être poursuivies, notamment sur les questions soulevées par le ministre palestinien de l'Economie, Bassem Khoury, au cours de la réunion du Comité économique conjoint au début du mois. Pierre Duquesne a espéré que « des réponses rapides seraient apportées lors de la prochaine réunion ».

L'Ambassadeur français a jugé qu'il était « impossible » de parler de développement économique en Cisjordanie seulement, mais que celui-ci devait comprendre également la bande de Gaza. « Il ne s'agit pas seulement de redressement économique, il faut également rétablir les liens qui unissaient la Cisjordanie et la bande de Gaza ».

S'agissant de la situation à Gaza, Pierre Duquesne s'est dit « pas du tout satisfait », estimant que la reconstruction « aurait déjà dû commencer ». « Nous comprenons la préoccupation sécuritaire d'Israël, mais il n'y a pas eu de tir de roquette ces derniers mois. Aussi, nous ne comprenons pas pourquoi la situation ne redevient pas telle qu'elle était auparavant. La France souhaite la libération du soldat franco-israélien Gilad Shalit, elle déploie tous ses efforts pour sa libération, mais je ne pense pas que cela doive empêcher la reconstruction de Gaza ».

Le minimum serait de passer d'une liste des produits autorisés à entrer à Gaza à une liste des produits interdits ; d'autre part d'accepter la proposition faite par les Nations Unies en juin à Oslo de terminer ses projets entrepris avant l'intervention militaire israélienne à Gaza. Nous savons que les Nations Unies sont toujours dans l'attente d'une réponse d'Israël et j'espère qu'elle interviendra avant la réunion du *Ad Hoc Liaison Committee* (AHLC).

Pierre Duquesne approuve le document de Salam Fayyad pour établir les bases d'un Etat palestinien en deux ans

Pierre Duquesne a salué le document présenté par le Premier ministre Salam Fayyad pour poser les bases d'un Etat palestinien dans les deux ans. Il a indiqué qu'il avait appris de Salam Fayyad et d'autres ministres qu'un nouveau plan de réforme et de développement palestinien (PRDP) était en cours de préparation pour la période 2011-2013. Il a estimé « très bonne » la stratégie annoncée par le gouvernement et « n'a pas le moindre doute » que ce projet recevra l'approbation de l'ensemble de la communauté internationale. Elle devait cependant être mieux traduite en chiffres.

Pierre Duquesne a effectué une série de rencontres avec des responsables palestiniens et israéliens pour le suivi des résultats de la conférence de Paris qui s'est tenue fin 2007 et pour préparer la réunion du AHLC prévue le 22 septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Il a estimé que la non-attribution de fréquences à la compagnie nationale Wataniya Mobile n'était « absolument pas justifiée ». Pierre Duquesne a soulevé cette question avec les Israéliens, qui lui ont répondu qu'il ne s'agissait pas là d'une inquiétude sécuritaire. Leur réponse était « très étrange », selon l'Ambassadeur français.

Ci dessous le texte intégral de notre entretien avec Pierre Duquesne, Ambassadeur français chargé du suivi des questions économiques et de la Conférence de Paris des donateurs pour l'Etat palestinien :

Al-Ayyam : vous êtes à nouveau dans la région pour préparer la réunion du AHLC prévue le 22 septembre à New York ?

- Oui, c'est une réunion périodique qui se tiendra le 22 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il s'agit d'une rencontre importante qui réunit les donateurs principaux de toutes les régions du monde ainsi que l'Autorité palestinienne et Israël. L'ordre du jour consistera en un passage en revue de ce qui a été fait par ce que l'on pourrait appeler les trois parties prenantes du comité : les réformes accomplies par l'AP, les efforts déployés par les Etats donateurs et les mesures prises par Israël.

Parmi les sujets figurant à l'ordre du jour de la réunion, il y aura naturellement le document présenté par le Premier ministre palestinien Salam Fayyad pour l'établissement des bases d'un Etat palestinien en deux ans. Il est tout à fait cohérent avec le plan de réforme et de développement palestinien adopté lors de la conférence de Paris en décembre 2007 et en cours d'application, qui reste le contrat établi pour trois ans entre la communauté internationale et l'AP.

« Les salaires seront payés en temps et en heure »

Al-Ayyam : les Palestiniens doivent-ils attendre de nouvelles promesses de dons lors de cette réunion ?

- Je ne pense pas qu'il y aura des nouvelles promesses mais nous avons constaté que, après les réelles difficultés financières rencontrées par l'AP aux mois de juin et juillet, les donateurs sont revenus dans le droit chemin et qu'au moment de la réunion du AHLC, l'aide budgétaire aura atteint près d'un milliard de dollars, ce qui correspond aux besoins de l'année entière. Elle était estimée à 1.150 MUSD avant l'opération militaire israélienne à Gaza et à près de 1.450 MUSD si la reconstruction de Gaza pouvait commencer… Nous ne savons pas exactement, mais les besoins pour l'année entière devraient s'établir entre 1,2 et 1,3 milliards de dollars. Si un milliard de dollars a été versé à la mi-septembre, ont peut considérer que c'est un succès. C'est la poursuite de ce que nous avons observé l'an dernier, où plus d'argent avait été déboursé que ce qui avait été promis.

Il faut que les donateurs poursuivent leurs efforts, surtout ceux de la région (les pays arabes) car il y a encore un grand écart entre les donateurs occidentaux, l'Europe en particulier, qui remplissent leurs engagements, et les pays de la région qui ne remplissent pas tous leurs engagements. Nous comprenons leurs raisons, et nous les partageons, car ils veulent une amélioration du processus de paix et des progrès sur le terrain, mais nous observons au moins une amélioration sur le terrain et les donateurs doivent prendre cela en compte. Je comprends que les salaires seront versés en temps et en heure et c'est une bonne chose comparé à la situation qui prévalait il y a deux ans.

Al-Ayyam : nous avons parlé de la première partie prenante de ce comité, à savoir la partie palestinienne, mais qu'en est-il de la deuxième partie, la partie israélienne et quelles sont les mesures qu'elle a mises en œuvre sur le terrain ?

- On peut dire plusieurs choses à ce sujet. La première est relative à la levée de certaines entraves ici et là, la levée des checkpoints, les mesures prises au pont Allenby ou ailleurs. Ce sont incontestablement des mesures nécessaires et appréciées. Je suis allé hier à Naplouse et j'en ai discuté avec l'administration locale et les hommes d'affaires. Tous étaient d'accords pour dire qu'ils constataient une amélioration du niveau de vie et de la situation économique. Il y a plusieurs remarques à faire à ce sujet : d'abord ces mesures doivent être poursuivies, c'est important que les gens circulent ; ensuite, personne ne peut s'attendre à ce que les choses changent du jour au lendemain. Les décisions ne doivent pas être le résultat de décisions ponctuelles, mais le résultat d'une politique permanente.

Concernant d'autre part le concept de « paix économique » ou de « développement économique » en Cisjordanie. Mon point de vue, que j'ai exprimé aux responsables israéliens, est le suivant :

D'abord, ces mesures ne doivent pas remplacer le processus de paix : la paix est d'abord et avant tout une paix politique.

Ensuite, on ne peut pas se contenter d'un examen des projets au cas par cas, les Israéliens considérant ici une station d'épuration, là une centrale électrique, dans un autre endroit une zone industrielle. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision globale pour traiter de questions importantes telles que la gestion de l'eau, le développement des zones C, les questions de logement en Cisjordanie, le tourisme ou autre. Je comprends que cela pourrait être l'idée des israéliens.

Troisièmement, je ne vois pas de développement économique sans un dialogue sincère entre Israël et l'AP. Il y a bien un comité en Israël, mais celui-ci est complètement israélien. Ce qu'il faudrait, c'est relancer le travail du comité économique conjoint, créé après les accords d'Oslo et relancé à la suite de la conférence de Paris. Ce comité est un lieu adéquat pour discuter des questions pratiques entre les deux parties. Il ne doit pas être politisé et il doit traiter seulement de ces questions. A ce sujet, des questions très précises ont été soulevées par le ministre de l'Economie nationale, Bassem Khoury, lors de la réunion du comité qui a eu lieu le 2 septembre dernier et j'espère que des réponses seront données rapidement.

Quatrièmement, le comité formé en Israël est dénommé : « Comité interministériel pour l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens résidant en Judée-samarie » ; naturellement, ce n'est pas le nom le plus approprié. Mais ce dont nous avons besoin ce n'est pas d'améliorer la situation d'une personne ou deux, ou même de 100 personnes, il faut un développement économique réel. Les Israéliens m'ont dit que c'est aussi ce qu'ils entendaient, mais un réel développement économique signifie également un réel développement du secteur privé.

Le cinquième point, qui est très important, c'est qu'il est impossible de parler de développement économique seulement en Cisjordanie ; le développement économique doit aussi

inclure la bande de Gaza. La question ici n'est pas seulement une question de redressement, mais de rétablissement des relations économiques qui existaient auparavant entre la Cisjordanie et Gaza.

Tout cela signifie qu'il est possible de commencer à appliquer des mesures de développement économique, à supposer que les perspectives soient plus larges que les perspectives actuelles et naturellement que le processus de paix redémarre car les deux choses doivent aller de pair.

Al-Ayyam : l'un des principaux projets en cours est le lancement prévu le mois prochain de la compagnie de téléphonie mobile Wataniya, dont les responsables disent qu'ils n'ont pas obtenu les fréquences nécessaires et qui menacent de demander à l'AP le remboursement de leurs investissements. La France fait-elle des efforts pour aider sur ce dossier ?

- Vous avez raison, c'est un projet fondamental, si ce n'est pas le plus important en ce moment, pour de nombreuses raisons. D'abord, il n'y a pas de raison de s'opposer à ce que cette compagnie travaille parce qu'il existe déjà une compagnie. Deuxièmement, il n'y a pas de problème technique. Troisièmement, cela créerait de la concurrence et il est préférable qu'il y ait deux compagnies plutôt qu'une. Quatrièmement, cela aiderait à la création d'emplois. Cinquièmement, cette création rapporterait de l'argent à l'AP. Je ne vois aucun problème à ce que cette compagnie fonctionne. Il n'y a aucun danger sécuritaire. J'ai abordé cette question avec les Israéliens et eux-même disent qu'il n'y a aucun risque sécuritaire. Leurs réponses étaient très étranges.

C'est un test. Cette question a d'ailleurs été abordée plusieurs fois par le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, lors de ses entretiens avec le ministre de la Défense Ehoud Barak et d'autres responsables israéliens. C'est un véritable test et si cette question n'est pas résolue avant la réunion du AHLC, cela signifie que le concept d'aide au développement économique, même en Cisjordanie seulement, est en jeu.

Vous savez que le FMI s'attend à un développement de 7% en Cisjordanie pour l'année 2009. Ce chiffre peut paraître élevé mais tout le monde doit avoir à l'esprit que ce n'est pas seulement le résultat de ce qu'Israël a entrepris au cours des six derniers mois. Cette croissance est d'abord le fruit des réformes opérées par l'AP dans tous les domaines et notamment sur les questions de sécurité. La sécurité n'est pas recherchée pour satisfaire la communauté internationale, mais pour améliorer la situation dans les villes. C'est aussi le résultat des efforts réalisés par le gouvernement palestinien. En deuxième lieu, la croissance est le résultat de l'aide internationale : lorsque une telle quantité d'argent est injectée dans l'économie, il est impossible de ne pas voir de résultat. La levée des entraves israéliennes ne vient qu'en troisième position dans les raisons de cette forte croissance.

Certains pensent que le problème sera résolu en levant les entraves. Cela fait bien sûr partie de la solution, mais ce n'est pas la solution. Il y a les institutions, le cadre légal, le climat requis pour le commerce et tout ce qu'a entrepris le gouvernement palestinien est très important. La croissance attendue est le résultat de ce qui a été accompli au cours des deux dernières années et non pas le résultat de la levée de 6 ou 7 checkpoints ces six derniers mois.

Al-Ayyam : le Premier ministre a proposé un document pour établir les bases d'un Etat palestinien dans les deux ans. Pensez-vous que deux ans suffisent à réaliser cet objectif ?

- Ce plan a été adopté sur la base de ce qui avait été réalisé au titre du plan de réforme et de développement et les deux documents sont parfaitement cohérents. J'ai rencontré le Premier ministre Salam Fayyad et les ministres Bassem Khoury et Ali Jarbawi, qui m'ont indiqué qu'un deuxième plan de réforme et de développement, couvrant la période 2011-2013, était en cours de préparation. Rappelez-vous que l'intitulé de la Conférence de Paris était : « Conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien », dont l'idée était déjà à l'époque, non pas seulement de signer des chèques, mais bien d'aider à la mise en place des institutions nécessaires à un Etat palestinien. C'est la raison pour laquelle nous avons autant insisté en France sur le soutien budgétaire, car c'est un

moyen d'aider l'Etat récipiendaire à améliorer ses procédures et son administration financières, ainsi que tout son système. Lorsque vous vous concentrez sur l'aide-projets, vous pouvez facilement vivre sans améliorer les procédures internes dans le pays bénéficiaire, or il faut améliorer ces procédures, construire les institutions, etc. C'est ce qui se passe et il faut continuer.

Les progrès doivent être poursuivis en matière de gouvernance, dans le domaine judiciaire, en matière de retraites, et dans le secteur de la santé. Cela ne veut pas dire que rien n'a été fait dans ces trois secteurs mais qu'en termes d'allocation de crédits ou de coopération avec la communauté internationale, des choses peuvent encore être entreprises.

Naturellement, cela ne signifie pas que les autres secteurs ne sont pas importants. La stratégie annoncée par le nouveau gouvernement est très bonne et je n'ai pas le moindre doute qu'elle recevra le plein soutien de la communauté internationale. Elle doit être traduite en chiffres et naturellement il ne faut pas oublier Gaza, car l'Etat palestinien ne comptera pas seulement la Cisjordanie mais aussi Gaza.

« Nous ne sommes pas du tout satisfaits de la situation à Gaza »

Al-Ayyam : au sujet de Gaza, d'énormes promesses avaient été faites lors de la conférence de Charm al-Cheikh, mais rien n'a été versé jusqu'à présent. Nous avons entendu de la part de Saeb Erekat, membre du Comité exécutif de l'OLP, que l'AP avait accepté que les Nations Unies entreprennent la mission de reconstruire Gaza. Quelle est votre position à ce sujet ?

- Nous ne sommes pas du tout satisfaits de la situation à Gaza et vous vous souvenez que le Président Sarkozy avait qualifié Gaza de « prison à ciel ouvert » à la conférence de Charm al-Cheikh. Nous avons toujours la même position et nous croyons que la reconstruction aurait déjà dû commencer il y a longtemps. Nous comprenons la préoccupation sécuritaire israélienne, mais il n'y a pas eu de tir de roquette dans les derniers mois ; c'est pourquoi nous ne comprenons pas pourquoi la situation n'est pas redevenue telle qu'elle était auparavant (même si ce n'était pas une situation idéale). Bien sûr, la France souhaite la libération du soldat franco-israélien Gilat Shalit, mais je ne pense pas que cela doive empêcher la reconstruction de Gaza. La France déploie tous ses efforts pour la libération du Soldat Shalit, mais c'est une autre histoire.

Le minimum serait de passer d'une liste des produits autorisés à entrer à Gaza à une liste des produits interdits ; d'autre part d'accepter la proposition faite par les Nations Unies en juin à Oslo de terminer ses projets entrepris avant l'intervention militaire israélienne à Gaza. Nous savons que les Nations Unies sont toujours dans l'attente d'une réponse d'Israël et j'espère qu'elle interviendra avant la réunion du *Ad Hoc Liaison Committee* (AHLC).

Naturellement, si la réponse est positive, il n'y a pas de raison de dire que l'ONU est la seule à être autorisée à poursuivre ses projets. La Banque mondiale par exemple a aussi des projets à Gaza et l'accord serait valable également pour nous, la France, car nous avons annoncé notre intention de reconstruire l'hôpital Al-Quds et nous avons rassemblé les fonds nécessaires pour la réalisation de ce projet. De plus, l'AFD réalise des dizaines de micro-projets dans les zones rurales à Gaza en coopération avec des ONG et ça fonctionne. L'Union européenne a également des projets à Gaza.

Enfin, n'oubliez pas que la moitié de l'aide de la communauté internationale est destinée à Gaza. Il ne faut pas que oublier que Gaza est un lieu qui doit être développé économiquement. Nous n'avons pas affaire à une énorme crise humanitaire. Il faut reconnaître que, légalement ou illégalement, le minimum vital de marchandises entre à Gaza. Mais ce que nous devons empêcher, c'est la crise du développement. Gaza était une région développée économiquement qui avait un potentiel. La question sera sur la table à New York.

Al-Ayyam : en ce qui concerne les projets français, qu'en est-il de la Zone industrielle de Bethléem ?

- Elle avance bien. Comme vous le savez, elle est située en Zone A et elle est le fruit d'une étroite coopération entre les Palestiniens et nous et, à travers nous, avec Israël. Nous avons organisé au mois de juin à Paris une réunion avec les entreprises françaises et il y a des signes d'intérêt pour accomplir des projets dans la zone. Il y a aussi des signes d'intérêt de la part des sociétés locales.

Nous savons tous que partout dans le monde, et notamment dans cette région, le diable se cache dans les détails. C'est pourquoi nous ne disons pas que tout est réglé et nous devons étudier quelles sont les autorisations à obtenir, auprès de qui et comment. Naturellement, cela nous ramène au point que j'évoquais auparavant. Les produits doivent être transportés en Israël, soit pour être vendus là-bas, soit pour être exportés. Ainsi, à un moment donné, la question ne sera plus seulement de faciliter l'exportations de marchandises produites dans une seule zone industrielle mais de faciliter l'exportation de la Cisjordanie vers ses voisins parmi lesquels Israël, la Jordanie et le reste du monde. C'est pourquoi on a besoin d'une politique plus large sur les points de passages commerciaux entre la Cisjordanie, Israël et le monde en général.

Al-Ayyam : s'agissant du mécanisme de suivi de la conférence de Paris qui s'est réuni au début de l'année 2009, est-il toujours en vigueur ?

- Il s'est réuni au début de l'année et l'intention du ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, est de convoquer une réunion le plus tôt possible. Cependant, cela est retardé par le contexte politique, avec des nouveaux gouvernements en Israël et en Palestine, sans parler des efforts de relance du processus de paix et d'autres questions.

Le mécanisme de suivi est un élément important qui a contribué au succès de la Conférence de Paris et celle-ci est toujours d'actualité. En réalité, si la Banque mondiale et le FMI ont publié des rapports de suivi, c'est un résultat des décisions de Paris et si je viens moi-même régulièrement dans la région, que je rencontre toutes les parties concernées et que je leur rappelle leurs engagements, c'est aussi dans le cadre du mécanisme de suivi de la conférence.